

Table des matières

SOMMAIRE	7
AVERTISSEMENT	13
ABRÉVIATIONS	15
LEXIQUE	17
AVANT-PROPOS	19
RAPPELS HISTORIQUES	21
I. Les périodes traditionnelles de l'histoire	21
II. Les processus législatifs	25
INTRODUCTION	29

1^{RE} PARTIE

« HONORER » SON AVOCAT, N'EST-CE PAS EN SUPPOSER LA GRATUITÉ ?

Titre 1 COMMENT UNE RÉMUNÉRATION PEUT-ELLE « HONORER » ?	35
CHAPITRE 1 LA RÉCOMPENSE ROMAINE	37
CHAPITRE 2 LA RÉSURGENCE DE LA RÉCOMPENSE AU MOYEN ÂGE	43
CHAPITRE 3 LA LENTE ÉVOLUTION VERS LA RÉMUNÉRATION ASSUMÉE (XIX^E-XXI^E)	47
Titre 2 LA DÉFENSE EN JUSTICE DOIT-ELLE ÊTRE GRATUITE ?	53
CHAPITRE 1 LES HONORAIRES TOTALEMENT INTERDITS	55
a. Le temps de la loi Cincia à Rome	55
b. Le temps de Robespierre	58
c. Le xx ^e : les guerres et la défense des ennemis	67

CHAPITRE 2 L'HONORAIRE PARTIELLEMENT INTERDIT :	
PAUVRES, VEUVES ET ORPHELINS	69
a. La charité individuelle, de Rome à la Révolution.....	69
i. Qu'en dit la loi ?.....	69
ii. Que dit le juge ?.....	75
iii. Que disent les auteurs ?	78
iv. Et que font les avocats ?	79
b. La charité collective, depuis la Révolution	81
i. Le principe et ses aménagements.....	81
ii. Les difficultés d'application	84
c. L'aide juridictionnelle actuelle.....	87
i. Le champ d'octroi de l'aide.....	88
ii. La prise en charge finale de l'aide	90
iii. Les difficultés d'application	93

2^E PARTIE

L'AVOCAT EST-IL RICHE D'AUTRE CHOSE QUE DE SES FANTASMES ?

Titre 1 LES AVOCATS ROMAINS : LE MYTHE DE L'ORATEUR FLAMBOYANT	97
CHAPITRE 1 UNE AMORALITÉ CONSTANTE.....	99
CHAPITRE 2 UNE FATUITÉ ET UNE CUPIDITÉ SANS LIMITES	103
a. Paraître absolument plutôt qu'être	103
b. L'illusion de l'opulence	104
c. Une cupidité et une rapacité à toute épreuve	106
CHAPITRE 3 ET POURTANT, UN RÉSULTAT DANGEREUSEMENT RIDICULE...	109
a. Une pêche étique.....	109
b. Le risque de la faillite	110
c. Le risque de la fatigue et la mort.....	112

Titre 2 DU MOYEN ÂGE À LA RÉVOLUTION : LES MYTHES DE LA RICHESSE ET DE LA NOBLESSE.....	115
CHAPITRE 1 LE MYTHE DE LA FORTUNE : UNE CUPIDITÉ DÉNONCÉE	117
a. Le Moyen Âge féroce.....	117
b. La Renaissance sans aménité	121
c. L'Ancien Régime sans mansuétude.....	123
CHAPITRE 2 LE MYTHE DE LA NOBLESSE : UNE ROTURE AVÉRÉE.....	133
a. Les avocats étaient-ils nobles ?.....	133
b. Cette prétendue noblesse enrichit-elle les avocats ?.....	137
Titre 3 LE BARREAU AUSSI A SES PAUVRES.....	143
CHAPITRE 1 LES « BARREAUX » D'ANCIEN RÉGIME	145
a. L'inscription au « barreau » comporte le règlement d'un « droit de chapelle ».....	145
b. La « communauté » décide de ce droit de chapelle	147
CHAPITRE 2 DEPUIS LA RÉVOLUTION : QUE DE PAUVRES AUSSI !.....	151
3^E PARTIE	
L'AVOCAT, LIBRE DE FIXER SES HONORAIRES ?	
Titre 1 LA TARIFICATION.....	163
CHAPITRE 1 DANS L'EMPIRE DE CHARLES QUINT	165
CHAPITRE 2 AU XXI^E SIÈCLE : LA TARIFICATION EN BERNE, SAUF EXCEPTION	173
a. Les frais et dépens	173
i. En France.....	173
ii. En Suisse.....	176
b. Les honoraires <i>stricto sensu</i>	176
i. En France.....	176
ii. En Allemagne	176
iii. En Suisse.....	177

Titre 2 LE PLAFONNEMENT	179
CHAPITRE 1 LE PLAFONNEMENT SOUS LA MONARCHIE FRANÇAISE	181
a. Le plafonnement par l'Église.....	181
b. Le plafonnement par le pouvoir séculier.....	183
CHAPITRE 2 LES TEMPÉRMENTS	189
a. Un principe bien fragile.....	189
i. Le cas de M ^e Maréchal.....	190
ii. Les cas de M ^{es} Reymond et Buynand	190
b. Mais comment interpréter ces chiffres ?	191
Titre 3 LE PRINCIPE DE MODÉRATION	197
CHAPITRE 1 À ROME	199
a. Le Code théodosien (438 apr. J.-C.).....	199
b. Le Digeste (ou <i>Pandectes</i> en grec ; 529 apr. J.-C.).....	202
c. Le Code de Justinien (7 avril 529).....	203
CHAPITRE 2 LES CAROLINGIENS	207
CHAPITRE 3 LE MOYEN ÂGE ET LES DÉBUTS DE LA RENAISSANCE	209
CHAPITRE 4 LA RENAISSANCE ET L'ANCIEN RÉGIME	213
a. La thèse de la modération	213
b. La loi impose la modération.....	213
c. Les critères légaux et judiciaires de fixation modérée.....	215
CHAPITRE 5 DU XIX^E AU XX^E SIÈCLE	217
a. Napoléon : la liberté surveillée	217
b. La jurisprudence postérieure : la non-exagération	218
i. En droit interne	218
ii. En droit international.....	223

Titre 4 L'INTERDICTION DE MOYENS IMMORAUX	225
CHAPITRE 1 L'INTERDICTION DU DROIT DE RÉTENTION	227
a. Les barreaux inflexibles.....	227
b. Les auteurs et les tribunaux dans le désordre.....	227
CHAPITRE 2 LE REFUS D'ÉTABLIR DES FACTURES	229
Titre 5 LA SITUATION ACTUELLE EN PERSPECTIVE	233
CHAPITRE 1 LA STABILITÉ HISTORIQUE EN FRANCE	235
CHAPITRE 2 LA STABILITÉ EN EUROPE	239
4^E PARTIE	
L'AVOCAT, LIBRE DE CONCLURE UN CONTRAT POUR SES HONORAIRES ?	
Titre 1 QU'EST-CE QU'UNE « CONVENTION D'HONORAIRES » ?	243
CHAPITRE 1 LA NOTION DE « CONVENTION D'HONORAIRES »	245
CHAPITRE 2 LE RÉGIME DES CONVENTIONS EN GÉNÉRAL	247
a. On peut relever trois conventions généralement interdites.....	247
b. On peut également citer deux conventions aléatoirement autorisées.....	248
c. Restent donc les conventions permises	248
Titre 2 L'INTERDICTION DES « CONVENTIONS »	251
CHAPITRE 1 LA TENTANTE INTERDICTION GÉNÉRALE	253
a. À Rome	253
b. Durant le Moyen Âge	254
c. Aux XIX ^e et XX ^e siècles	255

CHAPITRE 2 L'INTERDICTION INDISPUTABLE DU PACTE DE QUOTA LITIS ...	257
a. Le principe historique de l'interdiction.....	257
i. À Rome : l'interdiction formelle.....	257
ii. Du Moyen Âge à la Révolution : la « <i>sordida pactio</i> »	257
iii. Les XIX ^e et XX ^e siècle.....	261
b. L'exception carolingienne	262
i. Quel avocat carolingien ?.....	262
ii. L'honoraire de l'« <i>advocatus</i> »	264
iii. Limites et responsabilité de l'« <i>advocatus</i> ».....	267
iv. La confuse situation actuelle.....	268
CHAPITRE 3 L'INTERDICTION A PRIORI DE LA CESSION DE DROITS LITIGIEUX	271
i. À Rome.....	271
ii. Du Moyen Âge à l'Ancien Régime.....	273
iii. Après la Révolution.....	276
Titre 3 LE SORT ALÉATOIRE DES AUTRES CONVENTIONS	277
CHAPITRE 1 LA PRATIQUE DE LA « PENSION » (ABONNEMENT) : ASSURÉMENT ADMISE.....	279
a. La nature juridique ne pose pas de difficulté	279
b. Le régime juridique	279
i. Le montant de la rente est libre et forfaitaire	279
ii. La fin du contrat de pension	281
iii. La multiplicité des pensionnaires et les conflits d'intérêts	282
CHAPITRE 2 LA CONVENTION DE RÉSULTAT : UN CAS DÉLICAT	283
a. De la monarchie à 1992 : le refus dans la confusion.....	283
b. Depuis 1992 : l'acceptation dans la suspicion.....	285
i. Les moyens tirés du droit des honoraires.....	285
ii. Les moyens tirés du droit des contrats	286

CHAPITRE 3 LES LEGS, DONATIONS ET CESSIONS EN PAIEMENT :	
LE DOUTE	289
a. Loi et doctrine hésitantes.....	289
i. Une loi assez claire.....	289
ii. Une doctrine partagée.....	291
b. Une jurisprudence contrastée, quoique globalement favorable.....	293
i. Le problème de base.....	293
ii. Le principe : pragmatisme et appréciation au cas par cas.....	294
iii. Parfois en faveur de la validité.....	296
iv. En faveur de <i>l'annulation</i>	299
v. En faveur de la réduction.....	301
c. Les temps actuels, dignes héritiers de ce passé.....	302
CHAPITRE 4 LA CONVENTION EXCLUSIVEMENT DE FIXATION	
D'HONORAIRES	305
a. De Rome à 1971.....	305
b. L'évolution depuis 1971.....	307
Titre 4 LE JUGE EST-IL TENU PAR L'ACCORD DES PARTIES ?	309
CHAPITRE 1 LA VIOLATION INDIRECTE DU PRINCIPE D'INTANGIBILITÉ	311
CHAPITRE 2 LA VIOLATION DIRECTE DE L'INTANGIBILITÉ :	
L'ÉQUITÉ, LE DOL, LA FRAUDE	313
CHAPITRE 3 LA VIOLATION LÉGALE DU PRINCIPE D'INTANGIBILITÉ	317
a. La clause pénale et la clause de dédit.....	317
b. Les clauses abusives.....	318
c. L'article 700 du Code de procédure civile.....	319

5^E PARTIE
L'AVOCAT, LIBRE DE RECOUVRER EN JUSTICE
SES HONORAIRES IMPAYÉS ?

Titre 1 DE L'AUTORISATION JUDICIAIRE À L'INTERDICTION ORDINALE (Rome-Révolution).....	323
CHAPITRE 1 LA LIBERTÉ ROMAINE TARDIVE (V^E-VII^E SIÈCLE).....	325
CHAPITRE 2 LA LIBERTÉ MONARCHIQUE (XIII^E-XVII^E SIÈCLE)	327
a. La liberté selon la loi sans réticence.....	327
b. Une liberté fracturée	328
CHAPITRE 3 LES DIVISIONS DE L'ANCIEN RÉGIME (XVII^E-XVIII^E SIÈCLE)	333
a. Les divisions entre professionnels.....	333
b. Les divisions entre les auteurs	334
c. La division avocats/parlements	336
Titre 2 DE L'INTERDICTION ORDINALE À L'AUTORISATION LÉGALE (xix^e-xx^e siècle).....	339
CHAPITRE 1 LA LIBERTÉ JUDICIAIRE	341
a. Le recouvrement direct autorisé.....	341
i. Le recouvrement contre le client	341
ii. Le recouvrement contre l'avoué	343
b. Le recouvrement indirect validé	344
i. Moyens mis en œuvre par les avocats	344
ii. Les moyens mis en œuvre par les avoués.....	345
CHAPITRE 2 L'INTERDICTION ORDINALE VACILLANTE.....	349
a. L'hostilité sévère des auteurs	349
b. Des sanctions disciplinaires de moins en moins graves.....	351
CHAPITRE 3 LA LIBÉRALISATION LÉGISLATIVE (1957)	355

Titre 3 LES ENTRAVES À LA LIBERTÉ DE RECOUVREMENT	357
CHAPITRE 1 DES OBSTACLES DÉSORMAIS LEVÉS OU PARTIELLEMENT LEVÉS	359
a. La loi applicable : une détermination délicate	359
i. Le droit local d'Alsace-Moselle	359
ii. Le droit international privé (DIP)	361
b. Les factures et reçus obligatoires	361
i. Avant le xx ^e siècle	361
ii. À partir de 1991	363
c. Quel juge pour trancher ?	365
d. L'exécution provisoire	369
e. Le bâtonnier est-il un « juge » ?	370
CHAPITRE 2 LES OBSTACLES MAL LEVÉS	373
a. La prescription variable	373
i. Une interruption ordinaire	373
ii. Une durée à géométrie variable	373
iii. Le point de départ imprévisible	376
b. La répétabilité des honoraires	377
c. Le paiement sur diligences accomplies	378
d. Diverses modalités de recouvrement	379
i. Les mesures provisoires dès la naissance de la créance	379
ii. La répétition des frais de procédure de recouvrement	379
iii. Les limites au pouvoir du bâtonnier	380
CHAPITRE 3 DES OBSTACLES PAS LEVÉS	383
a. Le droit de rétention toujours dénié	383
i. L'absence de régime général nuit à l'avocat	383
ii. L'éloquente comparaison avec l'expert-comptable	384
b. La protection de la créance de l'avocat	385
c. Les difficultés probatoires	387
i. L'établissement d'un dossier de recouvrement : le pensum	387
ii. Le secret professionnel et la confidentialité	387

d. La clause du croire.....	388
i. Une nature juridique peu perceptible.....	388
ii. Un régime juridique sous forme de kaléidoscope.....	390
CONCLUSION	393